

SANTIAGO (CHILI)

AB-2116
CII/AB-764
19 mars 2001
Original : espagnol

DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR L'ESPAGNE
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Rodrigo de Rato y Figaredo

1. J'aimerais commencer mon allocution en remerciant le gouvernement chilien de l'excellente organisation de cette Assemblée annuelle. Je voudrais aussi remercier le peuple chilien pour la qualité de son hospitalité et de son accueil.

L'Amérique latine et les Caraïbes

2. L'Amérique latine et les Caraïbes se remettent actuellement des moments difficiles qu'elles ont vécus au début de 1999, et qui ont affecté leur économie tout au long de l'année.

3. En 2000, la région a enregistré un taux de croissance moyen de 4 %, mais cette croissance a été très inégale selon les pays (elle a été supérieure à 6 % au Mexique et en République dominicaine, supérieure à 4 % au Chili, mais le Pérou et l'Équateur ont connu une grave récession et l'Argentine a affiché une croissance de 0,3 %, à peine).

4. Les flux nets de capitaux privés ont augmenté de manière considérable (ÉU\$67 milliards en 2000 contre ÉU\$51 milliards en 1999, soit une augmentation de 30 %). La politique macro-économique a été dans son ensemble classique et rigoureuse, d'où une stabilité des prix et une réduction des déficits publics. Les émissions d'obligations ont été très actives. C'est la première fois que cinq pays de la région obtiennent une notation pour les risques d'investissement. Ce processus devrait être généralisé car de vastes régions du continent demeurent exclues des flux d'investissement privé et n'ont pas accès aux marchés financiers.

5. L'évolution des économies latino-américaines sera déterminée par le développement des économies des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie. Bien que l'économie des États-Unis soit pleinement adaptée à la société d'information et qu'elle dispose d'une grande marge pour sa politique budgétaire et monétaire, elle subira un ralentissement dans le courant de l'année qui aura des répercussions diverses sur les pays de la région.

6. Nous avons écouté ce matin des allocutions extrêmement intéressantes parmi lesquelles j'aimerais souligner l'intervention du Président de la Rúa car elle est particulièrement pertinente dans la conjoncture actuelle. Nous avons tous intérêt à ce que la politique économique élaborée par le Président et le gouvernement argentins soit un succès. Pour sa part, le gouvernement espagnol soutient pleinement l'application du programme d'ajustement économique qui a reçu l'aval du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Selon lui, il est indispensable que ce programme recueille un large appui politique en Argentine pour garantir sa bonne exécution. Ce n'est que dans ces conditions que l'on pourra maintenir la confiance des marchés et favoriser le redressement de l'économie argentine, redressement qui aura des retombées positives sur les autres économies de la région Amérique latine et Caraïbes.

7. Ce matin, le Président Iglesias nous a rappelé quels étaient les éléments fondamentaux d'un développement intégré en Amérique latine et aux Caraïbes, où l'un des défis les plus importants demeure la lutte contre la pauvreté. L'Amérique latine et les Caraïbes sont aujourd'hui l'une des régions au monde où existent les plus grandes disparités de revenus. Il faut créer plus, mieux, et être capable de répartir plus équitablement les fruits de la croissance en orientant une grande partie des efforts de redistribution vers l'assistance à quelque 200 millions d'Américains, pour les aider à sortir de la pauvreté. Il faudrait une croissance qui permette de compenser un accroissement démographique encore plus élevé, une croissance qui soit moins dispersée et plus régulière dans tous les pays de la région. Il faudrait enfin que cette croissance soit plus équitable, d'où la nécessité de mettre en place des politiques dynamiques permettant de lutter véritablement contre la pauvreté.

8. À ce sujet, le Président Iglesias nous a également rappelé combien il était important que l'économie latino-américaine devienne plus compétitive pour tirer parti de la mondialisation. Pour y parvenir, il est indispensable de progresser dans la voie des réformes structurelles et de la libéralisation des marchés pour créer une conjoncture économique compétitive qui favorise une productivité accrue. Dans ce contexte, j'estime qu'il est absolument essentiel d'accorder une attention toute particulière à la réforme du système fiscal qui garantira un recouvrement juste et efficace de l'impôt pour financer les dépenses publiques.

9. C'est là, Monsieur le Président, que la Banque a une responsabilité historique. Le travail que nous avons accompli depuis notre dernier mandat, défini dans le cadre de la huitième reconstitution du capital, peut être encore considérablement amélioré.

10. Nous devons regarder les choses en face et chercher des solutions dans nos propres pays si nous voulons changer la situation actuelle. Nous devons faire en sorte que le développement économique aille de pair avec une meilleure distribution des revenus. C'est pourquoi, Monsieur le Président, il faut compléter les politiques macro-économiques classiques avec des politiques sociales efficaces. En fait, la stabilité macro-économique est une condition préalable à une croissance économique forte et à une société plus juste.

L'Espagne, l'Amérique latine et les Caraïbes

11. Jamais, au cours des deux siècles qui viennent de s'écouler, l'Espagne ne s'est autant engagée dans la destinée de l'Amérique. Nos entreprises ont pris un ferme pari sur la région, d'ailleurs, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2000, l'Espagne a investi plus de 30 milliards d'euros, devenant ainsi le premier investisseur étranger dans la région pour la deuxième année consécutive. Il s'agit d'un investissement direct, à long terme, qui s'est réalisé dans des moments difficiles, ce qui montre bien le ferme engagement du secteur privé espagnol en faveur du développement de la région.

12. Cet investissement a augmenté considérablement la dépendance mutuelle de nos sociétés à travers une intégration croissante des marchés financiers et du secteur réel de l'économie entre l'Espagne et l'Amérique latine et les Caraïbes. En fait, la stabilité financière et les conditions de la croissance économique de nos pays sont aujourd'hui une réalité commune qui montre bien notre interdépendance.

13. C'est pourquoi nous devons coordonner nos politiques pour affronter la réalité économique et financière commune que constitue l'espace économique latino-américain. Or, cet instant est tout à fait propice pour que, autour de ces intérêts communs, nous nous efforcions de mieux coordonner nos actions dans le contexte financier international actuel. Cette coopération aura des retombées positives pour nous tous. Il faut donc avancer dans la proposition que j'avais formulée à La Nouvelle Orléans, c'est à dire la consolidation du Forum de discussions qui a démarré en septembre dernier, et qui permettra aux pays latino-américains d'établir leur propre stratégie lors de l'élaboration de la nouvelle architecture financière internationale. En effet, pour des raisons historiques, les institutions de Bretton Woods ne perçoivent pas le véritable poids économique de notre région.

14. L'Espagne a également pris sa part de responsabilité dans la lutte contre la pauvreté. Notre pays a fermement appuyé l'initiative PPTE avec une contribution de 1,013 milliard d'euros, qui est bien supérieure à notre quote-part dans les institutions financières multilatérales. Par ailleurs, l'Espagne a essayé de compenser la place relativement moins importante de l'Amérique latine et des Caraïbes dans l'initiative PPTE en accroissant ses efforts tant aux plans multilatéral que bilatéral. À la Nouvelle Orléans, nous avons annoncé une contribution de 70 millions d'euros au Fonds fiduciaire en faveur des PPTE. De cette somme, 50 millions au moins seront consacrés aux pays latino-américains concernés par cette initiative, et nous appuierons également les

institutions sous-régionales qui participent à cette initiative. L'Espagne a défendu la solution globale aux problèmes d'endettement de ces pays, quelle que soit l'institution bailleur de fonds.

15. Dans le même temps, sous l'angle bilatéral, l'Espagne a participé activement à la solution des problèmes créés par l'initiative PPTE dans les pays d'Amérique centrale. Pour être plus précis : dans le contentieux opposant le Guatemala et le Nicaragua, l'Espagne a décidé d'assumer la dette que le Guatemala avait contractée vis à vis du Nicaragua, le coût de la remise de dette étant de ÉU\$351 millions dans le cadre du PPTE, selon le FMI. Avec ce montant, la contribution totale de l'Espagne à l'initiative PPTE sera de ÉU\$1,364 milliard. Par ailleurs, des programmes de conversion de dettes ont été mis en place avec de nombreux pays de la région. Ces programmes contiennent un élément important de remise de dette notamment pour le Honduras, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Pérou, El Salvador et la Bolivie.

16. Notre pays souhaite poursuivre sa collaboration aux initiatives qui favorisent la stabilité financière et macro-économique de la région. Sur le plan financier, nous avons participé aux mesures d'aide financière prises en faveur du Brésil il y a deux ans, avec une contribution de ÉU\$1 milliard, et à celles prises en faveur du Mexique il y a six ans. Je souhaiterais rappeler que nous avons également participé au programme d'aide à l'Argentine coordonné par le FMI, avec une contribution de ÉU\$1 milliard. En ce qui concerne l'assistance technique, nous avons participé à certaines opérations telles que la régulation du secteur financier, la décentralisation économique, la réforme des systèmes judiciaire et administratif et la modernisation du système fiscal.

17. Dans ce contexte, nous pensons que les institutions financières sous-régionales ont un rôle important à jouer pour canaliser des ressources complémentaires vers l'Amérique latine et pour consolider les divers processus d'intégration régionale. De fait, les négociations qui permettront à l'Espagne de participer au capital de la Banque centraméricaine d'intégration économique et de la Société andine d'investissement ont beaucoup progressé.

18. Nous nous sommes fermement engagés à favoriser le développement social et économique de l'Amérique. Pour cela, nous avons déjà convenu avec la Banque d'un nouveau cadre de relations plus efficace et coopératif. Hier, nous avons signé ici, à Santiago, un accord novateur et ambitieux dans le cadre duquel l'Espagne contribuera 50 millions d'euros au Groupe de la Banque pour réaliser les projets et activités nécessaires à l'amélioration sociale et économique de la région.

19. Depuis notre dernière Assemblée, l'Espagne a été l'hôte de plusieurs manifestations qui ont eu un impact sur la région. En octobre dernier, nous avons eu l'honneur d'accueillir à Barcelone le IIIe Forum international des micro-entreprises qui a été un franc succès, et pour lequel nous félicitons la Banque. Cette année, nous avons accueilli à Las Palmas, aux Canaries, la réunion des Gouverneurs extra-régionaux et

enfin, il y a à peine 10 jours, deux Groupes consultatifs de grande importance se sont réunis à Madrid.

20. El Salvador a subi deux tremblements de terre dévastateurs au cours des deux derniers mois. Il mérite que nous lui rendions un hommage appuyé pour son courage et sa vision : la seule aide qu'il ait demandée a été l'ouverture des marchés et que la communauté internationale continue à lui faire confiance ; il a clairement rejeté toute remise de dette. El Salvador surmontera cette tragédie et continuera d'être un exemple pour les autres pays en développement.

21. Le Groupe consultatif pour l'intégration centraméricaine s'est également réuni à Madrid. Je souhaite ici féliciter la Banque pour le rôle qu'elle a joué dans l'organisation de cet événement. Il est fondamental que nous puissions accomplir l'un des mandats de base de l'institution. L'intégration régionale est une vieille question qui demeure d'actualité. Il reste encore beaucoup à faire pour y parvenir. Notre grand défi d'ici à notre prochaine réunion, qui aura lieu dans deux ans, sera de parvenir à une véritable coordination entre le SICA et le SIECA. L'Amérique centrale a besoin d'un appui mais il faut surtout qu'à l'avenir, en fait dès aujourd'hui, elle soit capable de montrer quels sont ses avantages pour attirer des investissements solides.

22. Enfin à las Palmas, aux Canaries, nous avons commémoré en janvier dernier le 25e anniversaire de l'adhésion des pays appelés « extra-régionaux » car ils ne sont pas situés géographiquement dans notre région, mais ils ont avec nous beaucoup de choses en commun. Le Japon et l'Europe ont apporté « un sang neuf » et par conséquent, une nouvelle façon d'envisager les choses. En définitive, ils ont aidé à améliorer le rôle de la Banque dans la région. Je pense que cette présence extra-régionale a fortement enrichi la BID.

Le Groupe de la Banque en 2000

23. Nous avons pris connaissance avec le plus grand intérêt des travaux réalisés par le Groupe de la Banque au cours des derniers mois et des défis qu'elle doit relever. La proposition qui nous a été faite de concentrer nos efforts dans quatre domaines principaux au cours des prochaines années, à savoir les réformes sociales, la compétitivité, l'intégration régionale et la réforme de l'État, me paraît positive. Il ne faut pas oublier toutefois que ces stratégies devraient toutes être orientées vers une réduction de la pauvreté et des inégalités et vers une croissance durable qui soit compatible avec la protection de l'environnement.

24. La BID, tout comme d'autres institutions financières multilatérales, est immergée dans un processus de changement interne et d'adaptation à une économie davantage mondialisée et interdépendante. L'apparition du financement privé dans de nombreux pays en développement exige de la Banque qu'elle réexamine son rôle de promoteur de la croissance pour être plus sélective et plus efficace. C'est pourquoi nous sommes favorables à la révision des instruments financiers actuels et à une analyse de la validité

des limites que nous avons fixées aux différentes politiques et instruments de l'institution. Étant donné l'importance de ces questions, Monsieur le Président, nous proposons que soit établi un Groupe de travail du Comité des Gouverneurs qui serait le mieux à même de trancher ces questions de manière efficace et responsable.

25. Nous pensons qu'il est fondamental de maintenir une coordination permanente avec les autres institutions, aussi bien les institutions de Bretton Woods que les institutions sous-régionales. Nous encourageons vivement la Banque à examiner son rôle dans les situations d'urgence, qu'il s'agisse de crises financières ou de catastrophes naturelles.

26. La SII est enfin sur la bonne voie. Le fait qu'elle ait engrangé des bénéfices au cours de l'exercice passé, même s'il s'agit de bénéfices minimes, est une bonne nouvelle. Par ailleurs, elle a obtenu une note de crédit AA (deux A). Nous sommes heureux de souhaiter la bienvenue à nos nouveaux partenaires.

27. En réalisant une analyse approfondie de ses premières années d'activités, le MIF nous a montré tout l'intérêt qu'il présentait du fait de son caractère novateur et ouvert, et de son rôle en tant que moteur du développement privé dans la région. Nous plaçons pour qu'il soit maintenu à l'avenir et pour que tous les membres de la Banque y participent et en deviennent membres.

28. Pour terminer, je voudrais insister sur la nécessité de renouveler le modèle de développement qui doit naître de notre propre expérience et du ferme engagement du gouvernement espagnol dans la région. Je voudrais dire enfin qu'à notre avis, le Groupe de la Banque est, et doit être, capable de relever les défis qui ont été signalés pour rendre à la région la place qu'elle mérite à l'avant-garde de ce siècle, qui ne fait que commencer.